

UNE VIOLENTE TRANSITION

Scènes de campagne

Michel Guénaire

Gallimard | « Le Débat »

2017/4 n° 196 | pages 41 à 51

ISSN 0246-2346

ISBN 9782072735837

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2017-4-page-41.htm>

Pour citer cet article :

Michel Guénaire, « Une violente transition. Scènes de campagne », *Le Débat* 2017/4 (n° 196), p. 41-51.

DOI 10.3917/deba.196.0041

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Michel Guénaire

Une violente transition

Scènes de campagne

Celui qui a gagné a raison. C'est la loi de la démocratie. L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, le 7 mai 2017, n'effacera pourtant pas la campagne qui l'a précédée. Non pas sa campagne, mais la campagne générale avec tous ses acteurs, qui fut, pour reprendre les mots de Charles de Gaulle à sa conférence de presse le 15 mai 1962, celle du trop-plein et du vide politique à la fois. Un nombre considérable de prétendants, nul authentique projet de société défendu. Les affaires se sont mêlées au débat, les manipulations aux incantations et, peu à peu, le discours politique est devenu fallacieux et factice.

Cette campagne ne laissera de poser plusieurs questions auxquelles nous chercherons à apporter des réponses. Pourquoi la droite n'a-t-elle pas su exploiter l'avantage qu'elle avait acquis sur la gauche? Comment les primaires ont-elles pu autant handicaper les candidats qu'elles ont désignés? Que voulait dire le torrent des indignations sur les affaires auxquelles était

mêlé le candidat de la droite? A-t-on assisté à un effacement de la droite et de la gauche au profit d'une nouvelle alternative entre un candidat du système et celui de l'anti-système? Quel visage le journalisme a-t-il montré pour être à ce point décrié dans le pays?

Le pays attendait une vraie rupture avec les gouvernements des trente dernières années. Il connut une violente transition, où les fondations du système ancien ont été ébranlées et le pouvoir a été remis à un candidat nouveau. Cette transition couronne-t-elle son attente? C'est l'interrogation finale à résoudre avec un Président qui a produit un effet insondable et réel.

La droite à l'avantage

La droite devait gagner. Au nom de l'alternance, qui lui renvoyait par un effet mécanique le pouvoir après cinq années de gouvernement de la gauche, mais aussi et surtout parce que, pour la première fois depuis la Libération, la

Michel Guénaire, avocat et écrivain, est le président fondateur de Société civile 2017. Il est notamment l'auteur de *Le Génie français* (Grasset, 2006), *Il faut terminer la révolution libérale* (Flammarion, 2009) et *Le Retour des États* (Grasset, 2013).

droite avait pris un avantage définitif sur la gauche. La droite avait gagné le combat des idées.

Elle avait déjà eu raison de la gauche en suivant le corpus de la révolution néolibérale dans les années 1980, qu'illustra la première vague de déréglementation et de privatisations sous la cohabitation de 1986 à 1988, que la gauche n'osa jamais par la suite remettre en cause. Cette dernière ne s'avoua pourtant pas battue et tenta de retrouver son ascendant par le grand discours redistributif, d'abord national puis ouvert à toutes les populations du monde, dont elle refusa de juger les différences quand celles-ci pénétraient sur le territoire national. Ce fut une conquête fabuleuse invitant les peuples du monde entier à venir partager chez nous un idéal universel.

Cette conquête s'est fracassée sur la question de l'immigration. Elle lui a échappé quand elle a été confrontée au terrorisme islamiste. La gauche a recherché l'ordre après l'avoir ignoré. C'est ainsi que, depuis les attentats du 13 novembre 2015 jusqu'à la veille du premier tour de l'élection présidentielle avec l'assassinat d'un policier sur les Champs-Élysées, un procureur de la République devint son héros. Ce qu'il disait la rassura. Elle ne vit pas alors qu'elle était en train de brûler ce qu'elle avait adoré, et se replia sur deux registres : la compassion (à l'égard des victimes des attentats) et la commémoration (du passé révolutionnaire de la France). Elle chercha la cause du mal, mais n'avança plus de solution. La gauche devenait une psychanalyse et cessait d'être une action.

La droite prenait alors définitivement l'avantage. Celui-ci tenait à trois valeurs : l'autorité, la sécurité et l'identité. L'évolution du monde lui donnait raison : les conflits entre les religions, les cultures et les modes de vie, à l'intérieur comme à l'extérieur des nations, lancent un défi à l'auto-

rité et exigent la recherche de la sécurité. Chaque nation se définit par son identité, mais celle-ci n'est plus le dénominateur commun de plusieurs identités, comme le pensait la gauche. Il faut la reconnaître dans une incarnation qui domine les différences. Une identité est bien un héritage nourri, non le compromis entre des cultures existantes.

Le combat politique redevenait celui, lucide et concret, qui défendait les intérêts et exprimait l'identité d'un pays dans un univers concurrentiel. Il n'y avait plus de mondialisation sans rapport réfléchi et équilibré du monde aux identités nationales. Bien sûr, la générosité entre les peuples resterait la valeur supérieure. Il n'y aurait pas de malheur humain qui pût laisser inactive une nation. Le secours et l'entraide resteraient le devoir de chacun. Mais l'accueil avait désormais une exigence, le respect des us et coutumes du pays nouveau par les migrants et, surtout, une réciprocité, un traitement équivalent des ressortissants du pays d'accueil par les pays de la culture des migrants. Ce nouveau monde donnait raison culturellement à la droite.

La droite avait définitivement gagné le pouvoir des idées. Le pays était culturellement à droite. Il devait l'être électoralement. La droite n'avait aussi pas droit à l'erreur. Elle était au pied du mur et devait réussir l'alternance, qui ne pouvait pas se résumer à un simple programme de réformes reprenant l'effort interrompu en 2012. Elle devait porter la dimension d'un projet politique adapté au nouveau monde.

Antonio Gramsci jugeait que celui qui gagne le pouvoir culturel a le pouvoir politique. La droite devait gagner l'élection présidentielle. Le pouvoir suprême que la droite s'appropriait à reconquérir, elle devrait l'exercer sans défaut puisqu'il serait en phase avec le pouvoir culturel qu'elle avait ravi à la gauche.

Le roman des primaires

L'élection du président de la République au suffrage universel direct qu'avait voulue le général de Gaulle était le rendez-vous d'un homme avec le peuple. Elle était l'élection détachée des partis. Si plusieurs hommes se disputaient le *leadership* d'un camp, le premier tour était fait pour les départager. Une mode venue des États-Unis, curieusement introduite en France par le Parti socialiste, a rompu avec cette tradition. La désignation du candidat des deux grands partis à l'élection présidentielle se ferait par des primaires.

Par un hasard du calendrier, l'élection américaine précédait l'élection française, et les primaires organisées dans l'Iowa avaient donné le ton à l'automne 2016. Des candidats anti-système l'avaient emporté sur ceux de l'*establishment*. Dans le camp Républicain, Ted Cruz et Donald Trump devançaient les candidats que le parti portait, dont Jeb Bush, le frère et le fils de deux Présidents. Dans le camp Démocrate, Bernie Sanders, inconnu du grand public il y a six mois, faisait mordre la poussière à la très réputée Hillary Clinton.

Certains pouvaient contester que l'on pût tirer une leçon de cette première étape des primaires américaines, lesquelles étaient appelées à se tenir État après État pendant plusieurs mois, quand en outre le seul État de l'Iowa n'envoie que 1 % des délégués aux conventions des Partis Démocrates et Républicains. Il s'était pourtant passé quelque chose durant ce premier vote aux États-Unis. Un glissement des notoriétés était intervenu, une préséance avait été bouleversée. Dans la crise que traverse la nation américaine, les électeurs avaient exprimé une volonté de dépassement de ses dirigeants. Les gens parlaient surtout. Un verrou était en train de sauter.

Les Américains aspiraient à un renouvellement de leurs responsables pour entendre et voir représenter, incarner authentiquement leurs attentes. Comment ne pouvait-on pas, alors, penser à la France ?

La France s'est lancée dans le bain des primaires avec un grand enthousiasme. Celles-ci se sont imposées comme la procédure de désignation du candidat à l'élection présidentielle des deux grandes familles politiques de notre pays. Elles annonçaient aussi leur volonté de dépasser les divisions à travers la plus saine confrontation, doubler les ambitions personnelles par l'ambition du projet, rompre avec l'esprit des écuries par le choc des idées.

Il y eut d'abord la primaire de la droite. Les Français eurent immédiatement le pressentiment que celle-ci serait décisive, puisque l'alternance était attendue et parce qu'il n'était pas question initialement de l'organisation d'une primaire à gauche, François Hollande n'ayant pas affiché ses intentions. Le trio constitué de François Fillon, d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy l'a écrasée. Le poids du trio était, il est vrai, historique. À eux trois, ils représentaient cent ans de vie politique. Leur durée, sans que personne ne le vît tout de suite, participait pourtant de l'épuisement d'un système dont les électeurs ne voulaient plus.

Nicolas Sarkozy a été rejeté le premier, sans doute parce que les votants de la primaire désiraient dépasser l'expérience qu'il représentait, puis ce fut au tour d'Alain Juppé, brocardé pour des positions qui n'étaient pas en phase avec le corps électoral de cette primaire. La victoire revint à l'*outsider*, apprécié sans être connu : François Fillon.

Il y eut ensuite la primaire de la gauche, qui ne réunirait pas tous ses leaders, puisque Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ne

désireraient pas s'y plier, se terminant par un second tour opposant le chef du gouvernement, Manuel Valls, à l'un des frondeurs, Benoît Hamon. La victoire revint au *challenger*, reconnu parmi les siens, Benoît Hamon.

Les primaires ont occupé beaucoup de place dans l'actualité politique, suscité un nombre d'invitations considérable des candidats aux émissions politiques, outre qu'elles ont réussi à mobiliser, particulièrement pour celle de la droite, beaucoup de participants. Le projet des primaires a cependant été déjoué. De trois façons.

D'abord, le débat dans chacune d'elles a précipité une surenchère des positions des candidats. Chacun, pour se démarquer des autres, a dû forcer le trait. La confrontation a nourri une radicalisation des idées. Il n'est pas ainsi étonnant que les deux candidats sortis victorieux furent les plus représentatifs des positions les plus dures ou les plus pures de leur camp : François Fillon, alliant un conservatisme sociétal à la volonté néolibérale de la réforme structurelle ; Benoît Hamon, soldat d'une forme de nouveau rêve socialiste, avec la grande idée du revenu universel. Les réalistes ou les sages ont été écartés. *Les primaires ont rétréci leur camp.*

Ensuite, organisées par les partis, elles n'ont finalement jamais échappé à ces derniers. On l'a vu dès la sélection des candidatures, où aucun représentant de la société civile n'a été admis à concourir à côté des élus ; le profil des candidats était celui des professionnels de la politique, membres des partis organisateurs ; l'argent récolté par les primaires a été gardé, de surcroît, par les partis ou les candidats. Alors que le pays contestait la légitimité des partis, qui n'étaient plus considérés comme représentatifs, ceux-ci se sont furtivement rétablis grâce à cette procédure nouvelle de désignation démocratique. *Les partis ont repris le pouvoir.*

Enfin, le souffle qu'attendait le peuple leur a échappé parce que les primaires ont abrité un débat fermé entre des candidats issus d'un même parti. Voici la différence profonde avec les primaires des deux grands partis américains. Là-bas, les candidats se libèrent des appareils et vont à la rencontre du peuple ; ici, ils sont confinés à des discussions devant les bases arrières des candidats, sans véritable dépassement de celles-ci. Les deux candidats désignés au terme des primaires américaines se retrouvent face à face, tandis que nos nominés sont en outre confrontés à des candidats supplémentaires plus libres qu'eux. *L'élan présidentiel leur a échappé.*

La fin de l'homme politique

On le sait maintenant. *Le Canard enchaîné* l'avait prévenu un mois avant. François Fillon savait que l'emploi de son épouse comme assistante parlementaire allait être connu du public. Il a subi la publication du numéro du 25 janvier 2017 qui l'a révélé. S'était-il installé dans le déni si caractéristique du monde fermé des professionnels du métier politique ?

Ce qu'il ne savait pas, c'était le feuilleton qui allait suivre après cette première publication, où la France entière apprendrait, tour à tour stupéfaite, irritée et déçue, que son épouse avait été son assistante parlementaire en même temps qu'elle avait eu un emploi dans une revue littéraire, que deux de ses enfants avaient bénéficié de contrats d'assistants parlementaires et avaient reversé une partie des sommes perçues à leurs parents, que l'intéressé avait bénéficié d'un prêt privé qu'il n'avait pas déclaré et l'avait remboursé pendant l'enquête policière qui le visait, qu'il s'était vu offrir des costumes durant le temps de cette même enquête, que les prestations qu'il avait exercées dans le cadre d'une

société de conseil constituée quelques jours avant d'être élu député l'avaient amené à organiser des rencontres rémunérées entre des chefs d'entreprise et des chefs d'État alors qu'il se portait candidat à l'élection présidentielle, etc. La presse a écrit ce feuilleton, qui a pris des airs de chasse à l'homme par ailleurs insupportable et nauséabonde.

Restaient les faits et, surtout, *le fait* que François Fillon n'avait pas eu de mots assez durs contre ses amis politiques qui avaient eu affaire avec la justice, et avancé que l'exemplarité était le principe du gouvernement. « Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? », avait-il dit en lançant sa campagne.

Ce que révéla l'affaire Fillon était une révolution politique. C'était une révolution froide, comme la colère elle-même froide que dit ressentir celui qui s'en dit victime. Elle désigna l'exaspération de l'opinion publique contre le statut de l'homme politique. Nous l'appelons : « révolution », parce que le peuple ne voulut plus soudainement de la représentation que pouvait incarner ce dernier. C'était la fin de l'homme politique.

Bien sûr, la vie politique avait déjà connu des scandales. Et, aussi sûrement, la presse avait exagéré sa critique des habitudes impunies chez les hommes politiques. Nous touchions toutefois à la fin d'un cycle en dépassant un seuil de tolérance, que de nombreux signes avant-coureurs avaient annoncé, mais que l'étalage des calculs et des goûts de celui qui put bien apparaître alors comme un faux dévot fit éclater en plein jour.

Nous avons assisté, au cours des trente dernières années, à la constitution d'une classe politique qui a fait de la détention des mandats électoraux un métier. La mise en place du financement public des partis politiques et des campagnes électorales en a aidé la formation. Une loi

du 15 janvier 1990 a limité les dons des particuliers et des entreprises aux partis politiques et aux campagnes électorales, avant qu'une loi du 19 janvier 1995 ne vînt interdire l'aide des entreprises. En contrepartie, le législateur a institué l'aide publique qui a profité aux partis en place. Aucun nouveau parti n'a pu venir les concurrencer puisqu'il n'avait ni le nombre d'électeurs ni celui d'élus lui permettant de recevoir l'aide publique comme l'exigeait la loi.

L'argent de l'État a créé une rente pour la classe politique. Il n'y a plus eu de partis nouveaux, ni de candidats nouveaux. Les principaux candidats émanaient des partis principaux. Selon une étude réalisée par le Centre d'études de la vie politique française, 25 % des maires des villes de plus de 30 000 habitants sont des salariés des partis politiques. Ils étaient, il y a vingt ans, 1 % !

D'autres règles ont joué, dont la position statutaire du détachement pour les fonctionnaires, qui leur permet quand ils sont élus de continuer à bénéficier de l'avancement de leur carrière, outre qu'ils pourront réintégrer leur corps d'origine à la fin de leur mandat. Il faut ajouter la réserve parlementaire et la réserve ministérielle, mannes que distribuent les élus de la nation au cours de leur mandat en rupture de l'égalité des chances devant l'élection quand ils se représentent, ou encore le droit pour un ministre qui sort du gouvernement de récupérer automatiquement son siège de député ou de sénateur s'il l'était auparavant. Toutes ces règles ont contribué à forger le statut de l'homme politique avec des moyens qui l'ont enfermé dans un sentiment d'impunité, comme on l'a vu avec l'exemple emblématique donné par François Fillon.

Ce dernier, comme on le sait, s'est maintenu. Fort de la légitimité acquise de sa désignation par la primaire de la droite, habitué du déni qui caractérise l'homme du système, il s'est dit résolu

à aller jusqu'au bout. Beaucoup lui ont alors demandé d'abandonner. François Fillon s'est obstiné, apparaissant sans doute le meilleur des candidats lors des débats télévisés ou celui qui habitait le mieux la fonction, mais emporté par le discrédit qui l'avait atteint et qui nuirait à son propre camp.

Dans un livre formidable, Svetlana Alexievitch a décrit ce qu'elle a appelé la « fin de l'homme rouge », type d'individu « créé dans le laboratoire du marxisme-léninisme », ayant son « lexique » et ses « propres conceptions du bien et du mal », habité par une peur constante mais également par la grandeur de l'idéal communiste, que la chute du mur de Berlin devait achever¹. Elle l'appelait l'« *Homo sovieticus* ».

Nous parlerons un jour de la période que nous venons de traverser comme ayant été celle de la fin de l'homme politique. Il était un type de responsable, engendré par les appareils, ayant ses étapes obligées pour suivre une carrière, fabriqué par l'épreuve des scrutins successifs, que l'exigence de transparence mettrait finalement à terre. C'était l'*Homo politicus*.

D'une alternative l'autre

La vraie crise politique issue de l'élection présidentielle fut bien, par-delà les affaires, le dépassement du clivage entre la droite et la gauche. Ce clivage était l'alternative classique qui se présentait au vote des électeurs. Une alternative nouvelle s'est substituée à elle : celle entre système et anti-système.

Comment expliquer cette évolution qui est venue rompre avec les deux catégories si durablement ancrées dans notre vie politique ? À qui la faute ? Où vont désormais se cristalliser, se définir et se marquer les opinions des Français ? Le second tour opposant Emmanuel Macron et

Marine Le Pen a illustré l'avènement de cette nouvelle alternative.

Ce sont la droite et la gauche elles-mêmes qui ont tout d'abord effacé la distance qui les séparait par les consensus d'idées réguliers intervenant entre elles. Les grands débats qui les avaient opposées, de l'affaire Dreyfus, en 1894, à la loi sur la séparation de l'Église et de l'État de 1905, des manifestations du 6 février 1934 aux nationalisations de 1981, ont disparu. Elles se sont rapprochées et sont devenues ensemble républicaines, disent-elles ; elles sont devenues interchangeable, faut-il ajouter. Il n'y aurait que le temps des campagnes électorales qui les dissocierait, mais, sitôt aux affaires, chacune gouverne comme l'autre. L'alternance, où après un camp venait le tour de l'autre, le successeur étant attaché à prendre le contrepied de son prédécesseur, n'y a rien fait et est devenue à terme un jeu trompeur et stérile.

L'expérience des deux gouvernements de cohabitation en 1986 et en 1997, où droite et gauche apprirent à gouverner ensemble, c'est-à-dire à mêler leurs responsabilités propres devant le corps électoral, a souligné cette association empirique de la droite et de la gauche. Par la cohabitation, « majorité et opposition acceptent de se partager le pouvoir et ses avantages », notait Raymond Barre lucide, qui poursuivait : « Les partis, sous la cohabitation, ont retrouvé une place de plus en plus grande dans la vie politique, face à des gouvernements qui se sont montrés de plus en plus arrangeants ou faibles². » La cohabitation, qui devait apaiser la vie politique, en a renforcé la confusion. Elle a instauré la confusion des partis

1. Svetlana Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Arles, Actes Sud, 2016.

2. *L'Expérience du pouvoir, Conversations avec Jean Bothorel*, Fayard, 2007.

gouvernementaux de droite et de gauche au sommet de l'État.

La droite et la gauche ont ensuite été vidées de leur substance par les partis eux-mêmes. Elles étaient d'authentiques familles de pensée qui s'inscrivaient dans des filiations historiques. Les partis les ont transformées en machines à élection qui ne se soucient plus que de gagner les scrutins. La professionnalisation du métier politique a engendré le milieu des spécialistes de l'élection. Et, quand le travail sur les programmes est abordé, il se résout le plus souvent à des catalogues de mesures qui n'ont pour effet que d'afficher l'identité passive de candidats. On l'a vu avec les primaires, réservées aux seuls membres des partis, qui, sous couvert d'une confrontation entre des projets, ont d'abord été une opposition entre des candidats qui a accéléré la fermeture du milieu, et les deux candidatures qu'elles ont désignées l'ont montré ensuite tout au long de la campagne, en étant encastrées jusqu'à être exclues du second tour de l'élection présidentielle. Ce qui était un comble pour ce que la droite et la gauche représentent, avec les moyens dont avaient bénéficié les partis organisateurs des primaires jusqu'à l'attention du public élargi qui leur fut réservée.

Les partis ont coupé la droite et la gauche de leurs correspondances morales et culturelles avec le pays. Par une convergence programmatique et par le primat électif. C'est toute une vie de la pensée et de l'action politiques de la nation qui a été mutilée, pour laisser la place à la dichotomie nouvelle.

Un vote populaire s'est dirigé vers le refus des partis traditionnels (Le Pen), tandis que les classes dirigeantes ont trouvé dans leurs rangs celui qui exprimait le mieux leurs intérêts (Macron). C'est l'anti-système face au système et, entre les deux, ont sombré les candidats

officiels de la droite (Fillon) et de la gauche (Hamon). Le calcul de certains élus des partis traditionnels de reprendre à leur compte le discours anti-système pour se légitimer, où furent mêlés comme cibles les médias et les institutions, la justice pour la droite, la police pour la gauche, n'y a rien changé.

Une nouvelle alternative entre système et anti-système est apparue. Elle correspond au clivage sociologique que provoque la mondialisation. Il y a, entre les exclus du capitalisme néolibéral et ceux qui en sont les bénéficiaires, que l'on trouve respectivement, ceux-ci dans les campagnes et les banlieues urbaines coupées des grands flux économiques et sociaux de la mondialisation, ceux-là dans les grandes agglomérations qui en sont le cœur, un fossé qui se creuse. Tous les indices sont là pour le montrer : niveaux des formations et des revenus, modes de vie, goûts culturels. C'est la césure moderne qui dicte la nouvelle alternative.

Il faut s'en réjouir puisque le débat va se poursuivre. Rien n'est pire en démocratie que l'unanimité. Il faut des différences pour qu'il y ait des choix. Les deux grandes familles d'idées qui avaient deux siècles d'âge et sont aujourd'hui dépassées eurent durablement ce mérite en proposant des choix de projet. Elles pourront, au demeurant, revenir au premier plan si elles font le travail de refondation qu'appelle leur échec. Le peuple a toujours voulu avoir devant lui un pouvoir clairement désigné et son opposition. Les gens ont une aspiration naturelle au débat clair et franc. Quiconque voudra gouverner demain par des majorités d'idées doit en retenir la leçon. En contrevenant à cette exigence, le peuple le rejettera.

Voici pourquoi, enfin, les apôtres de la troisième voie lui ont toujours nui, et les consensus d'idées ont d'ailleurs été célébrés en leur temps

par ceux qui plaidaient pour une « République du centre » et sont les mêmes qui aujourd'hui déplorent la crise politique provenant du vide des idées. Ce sont bien leurs consensus qui ont assailli, miné, ruiné la vie politique de la nation et les grandes familles de pensée qui l'animaient. La troisième voie, en réunissant la droite et la gauche plus qu'en les dépassant, a préparé la nouvelle alternative.

Qu'est le journalisme devenu ?

Cette élection présidentielle, la presse ne l'aura pas aidée. Elle ne l'aura pas élevée. Le journalisme est tombé depuis plusieurs années dans deux travers : la dérision et une direction de l'opinion à l'origine de laquelle ne sont plus tant les préjugés d'un camp que les intérêts à peine voilés de groupes industriels.

La *dérision*, tout d'abord. On sera tout d'abord frappé par ce paradoxe : quand la France allait bien, elle comptait des journalistes qui s'exprimaient avec gravité ; à présent qu'elle va mal, ses journalistes rient. Au cours de la même émission politique, le matin à la radio, le soir à la télévision, des humoristes se mêlent à des journalistes, quand les seconds n'empruntent pas aux premiers leur registre. Lors de cette campagne, le rire et la dérision auront ainsi laissé peu de place au débat.

Il y a ensuite la *direction de l'opinion*. C'est un vêtement lourd qui pèse sur nos consciences. Une ligne de pensée s'impose dans le commentaire de l'actualité et l'interview des hommes politiques. Elle repose sur un manichéisme qui est loin de l'objectivité du journalisme. Le pays assiste médusé, chaque jour, au feu roulant des questions, d'abord étonnant, ensuite stupide, enfin révoltant, auquel sont soumis les invités des émissions politiques et qui se termine géné-

ralement par l'opprobre jeté sur les mêmes. Des séquences identiques reprenant les images ou les déclarations d'hommes politiques passent d'un journal à l'autre. C'est un système médiatique global qui se forme, livrant à la fin l'impression d'une absence de liberté pour le citoyen, voire d'une authentique aliénation. Cette presse n'est pas libre, parce qu'elle est tenue par un réseau qui a ses liens de fidélité et ses codes.

Elle ne l'est pas, en outre, car derrière l'idéologie éditoriale se cachent des intérêts qui n'ont rien à voir fondamentalement avec le discours en faveur des démunis et contre les nantis. Voilà la supercherie. Des chefs d'entreprise et des fortunes prennent le contrôle de médias et sanctuarisent le journalisme en place.

Nous assistons à la mort du journalisme indépendant. TF1, BFM, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Paris Match*, *L'Obs* et *L'Express*, pour ne citer qu'eux, sont la propriété de groupes industriels. Les exemples de collusion entre les journalistes exerçant dans ces médias et leurs propriétaires sont nombreux, ainsi que les preuves de censure directe à la suite de l'intervention de ces derniers. Cette situation n'est ni saine ni efficace.

Il n'est pas surprenant que se soit développée, en contrepoint d'une telle presse, l'information libre, débridée et polémique, sur les réseaux sociaux par Facebook et Twitter. Ce dernier avait à peine dix ans d'âge quand la campagne a abordé sa dernière ligne droite. Entre le jour de l'annonce des onze candidats et le premier tour de l'élection, 54 millions de tweets auraient été lancés, soit un million par jour. Cette campagne parallèle a pris pour cibles les journalistes dont elle a critiqué la partialité. Parce qu'elle est proprement réactive, voire réactionnaire, on l'appelle la « fachosphère ». La vérité oblige à dire que, si l'on trouve tout sur Internet, et pas seulement des messages critiquant les

médias officiels, on y apprend des informations avant l'heure ou le dessous des informations. C'est une expression brute. C'est une expression quand même. Elle est partie prenante de l'information dans notre démocratie.

Les réseaux sociaux sont à présent la sanction et, à la fois, le dépassement d'un journalisme qui ne délivre plus, avec l'objectivité requise, les informations, les enquêtes et les analyses que l'on attend de lui. Leur vitalité traduit l'impatience ou la distance prise à l'égard d'un journalisme défaillant. C'est l'envers du décor. Il ne faut pas s'en satisfaire. Les deux faces de la même pièce sont à jeter. Mais il sera plus facile de corriger et de retrouver la déontologie des journalistes que de fermer les écluses des comptes Twitter et Facebook. Ces derniers trouveront peut-être d'ailleurs leur propre régulation si le journalisme se réhabilite.

Faut-il à nouveau se tourner vers le moment fondateur du Conseil national de la Résistance ? Comme les ordonnances de 1944 avaient lutté contre la concentration des entreprises de presse, un statut devra être mis en place pour interdire à tout groupe industriel exerçant une activité dominante dans un secteur économique de détenir la majorité simple du capital d'un média. Le corollaire de cette émancipation sera apporté par les retrouvailles de la presse avec le public, qui doit reprendre le chemin de l'achat de son journal.

Indépendante économiquement, la presse doit aussi le redevenir politiquement. La France a des défis considérables à relever dans les années qui viennent. Elle a besoin d'un débat ouvert et profond pour s'y préparer. Celui-ci doit être animé par des journalistes rendant possible et tolérant l'échange des opinions. Chercher l'information, le ressort des actes et des pensées, la vérité par le plus légitime travail d'investigation

ne doit pas aboutir à cette crispation du débat qui ne construit plus aucune vie de la cité. Le journalisme doit rompre avec une idéologie qui est finalement nihiliste au lieu d'être libérale. Sa déontologie doit être entièrement tournée vers le débat.

La qualité de celui-ci résultera aussi d'un autre comportement des responsables politiques. Ne faut-il pas juger le sort réservé à celui-ci à l'aune de la faible pensée politique actuelle ? Si l'on interroge mal celui qui parle mal, les torts ne sont-ils pas partagés ? Nos représentants n'ont-ils pas le devoir de lancer sur de nouvelles bases leurs interventions ?

Le questionnement impertinent, impénitent et incessant, a fabriqué des bonimenteurs. Le spectacle de ces hommes politiques fades et sans profondeur qui s'expriment à tour de rôle depuis des années à nos postes et sur les plateaux de télévision pèse sur l'animation de la vie démocratique du pays. Les auditeurs et les téléspectateurs appellent des interventions utiles ; on leur offre des réclames de la pensée. Après celle de la presse, c'est la twitterisation de la pensée politique. Le débat ne peut plus, surtout par leur faute, s'abstraire du monde dans lequel nous vivons. Toute pensée politique doit être une pensée du monde, avant d'être celle d'un camp.

Notre situation de blocage ne date pas d'aujourd'hui. Rien n'est soudain, ni nouveau. La France a un mauvais air de démocratie parce qu'elle hérite d'années de resserrement ou d'intimidation de la pensée. Une autre politique ne sera possible que dans une autre démocratie, mais une nouvelle démocratie ne sera possible qu'avec une nouvelle presse. La presse qui donne des informations et ouvre les débats remplit sa mission ; celle qui permet l'analyse élève la politique. Il faut retrouver un journalisme

indépendant. Il faut réinventer un journalisme contributif.

L'effet Macron

En janvier 2017, Marine Le Pen est donnée première dans les sondages, François Fillon est deuxième, Emmanuel Macron troisième. En février, dans l'hypothèse d'une candidature de François Bayrou, François Fillon devance toujours Emmanuel Macron. À l'annonce du renoncement du maire de Pau, Emmanuel Macron passe devant François Fillon. Début mars, au plus fort de la déstabilisation du candidat de la droite, Emmanuel Macron commence à coller à Marine Le Pen. Début avril, Emmanuel Macron (25 %) devance Marine Le Pen (22 %). Il ne sera plus rattrapé par elle et l'emportera au premier tour de l'élection (24,01 %) devant elle (21,30 %).

Emmanuel Macron a bénéficié, coup sur coup, du décrochage du candidat de la droite, du ralliement de François Bayrou et du comportement de Marine Le Pen, que le débat télévisé du second tour acheva de discréditer. Elle voulait imiter les outrances d'un candidat d'outre-Atlantique, mais la France n'aime pas les imitations en politique. La sanction fut sans appel. Depuis, le dénouement est connu, avec une mobilisation militante réelle pour le candidat élu mais aussi avec les flux massifs de l'abstention. Le pouvoir remis au vainqueur de l'élection présidentielle sera en outre conforté par une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Il y eut alors, au terme de neuf mois d'une campagne imprévisible et insoutenable, signant une violente transition entre un monde en train de mourir et un monde nouveau, ce qu'il conviendra d'appeler un « effet Macron ». Ce dernier avait offert aux yeux des Français le visage du

renouveau politique. Par sa personne, son expression et la jeune organisation qui le soutenait, il avait, au demeurant, conduit une campagne tranchant avec celle des autres candidats. Sa campagne venait de la société. Il était l'expression de la société civile. Il était porteur d'une expérience extérieure au milieu politique et était allé au contact des gens. Son aménité avait aussi frappé au milieu de tous.

Son élection a récompensé tous ces avantages et effacé les travers de la campagne. Tout a été oublié après l'élection. Et ce n'est pas le moindre signe de cet effet Macron que l'adhésion, telle qu'elle nous fut rapportée par les grands médias étrangers, à la personne du nouveau Président au-delà de nos frontières. Ce serait ainsi le monde, par-delà la France, qui aurait applaudi à la survenance d'un leader nouveau, brisant les appareils, dépassant l'âge des guerriers, réalisant la promesse d'un Président jeune. Ce ne serait pas ainsi seulement face à Marine Le Pen ou François Fillon qu'Emmanuel Macron aurait gagné, mais face à des dirigeants étrangers d'un certain âge.

L'effet Macron n'est pas un état de grâce. La cote de popularité du jeune Président n'égalait pas, dès le premier mois après sa prise de fonctions, celle de ses prédécesseurs. L'homme restera avec un handicap en étant associé au milieu des dirigeants qui s'est coupé du peuple. Emmanuel Macron est un haut fonctionnaire. Les Français, quand ils jugent les critères permettant de distinguer les personnes de la société civile, mettent en avant celui d'une expérience professionnelle dans le secteur privé. En treize ans de vie professionnelle depuis sa sortie de l'ÉNA, Emmanuel Macron a travaillé trois ans dans une banque d'affaires.

Les hauts fonctionnaires ne sont pas d'une société extérieure à la classe politique, mais en

sont l'appendice. Le profil des deux premiers gouvernements d'Édouard Philippe est, au demeurant, celui de hauts fonctionnaires ayant fait de la politique, associés à d'autres hauts fonctionnaires qui occupent à leurs côtés les responsabilités de cabinet, le tout formant un bloc de l'élite de l'État. Il y aurait, en tout cas, une erreur à penser que le fait d'avoir nommé quelques personnes issues de la société civile au gouvernement suffirait à avoir fait triompher le combat de celle-ci. Il s'agit, à ce stade, en effet et toujours de l'alibi que recherche la classe politique. La société civile ne gagnera que grâce aux règles qui mettront en place une nouvelle respiration des responsabilités politiques. Son combat sera victorieux quand les individus du métier politique n'accapareront plus les mandats électifs.

Il y eut un effet Macron parce qu'il y avait peut-être, d'abord et avant tout, un effet attendu de cette élection à nulle autre pareille. Le nouveau Président devra ainsi répondre à l'attente du pays. La campagne qu'ils viennent de suivre a tendu incroyablement les Français. Il lui faudra atteindre des résultats, ou il y aura une plus grosse déception que celle existante au seuil de cette campagne devant une classe politique finie dont on ne voulait plus aucun des prolongements possibles.

Au-delà des résultats, il lui faudra renouveler la pratique du pouvoir et puiser dans l'exempla-

rité pour conduire l'action politique. Celle-ci ne peut pas être réduite à une technique de gestion désincarnée qui n'engagerait pas ceux qui gouvernent. Les responsables politiques qui demandent des efforts aux Français doivent les avoir faits au préalable pour eux-mêmes. La démocratie reposera sur cette cohérence déduite de l'exemple donné par celles et ceux qui gouvernent.

L'action politique sera enfin rattachée à l'histoire du pays, ou inscrite dans une continuité qui lui donne sa profondeur et sa perspective. La France n'est pas ou ne pourra pas être gérée telle une start-up. Le pilotage optimal des réformes ne devra pas se couper du caractère français. Il s'agit de renouveler l'expérience française, non de la briser au prix d'une illusoire technocratie performante. Il y aura pour les gouvernants tout à y gagner, puisque les gouvernés retrouveront la confiance en retrouvant leurs marques. Un pays n'est grand à présent que s'il sait faire la part de ce qu'il doit garder et de ce qu'il doit abandonner dans ses structures, son action et ses fins. Il ne peut conserver son élan, sa force et sa vie que s'il réussit à faire le passage dans le nouveau monde tout en gardant le socle de son histoire.

L'élection présidentielle de 2017 nous ouvre cette perspective après cette campagne. Une perspective française, après une violente transition.

Michel Guénaire.